

Robeco Capital Growth Funds
Société d'investissement à capital variable
6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
Grand-Duché de Luxembourg
R.C.S. Luxembourg : B 58.959
(le « **Fonds** »)

AVIS AUX ACTIONNAIRES DU FONDS

Recommandé

Luxembourg, le 31 mai 2019

Cher Investisseur,

En votre qualité d'actionnaire du Fonds, le conseil d'administration du Fonds (le « **Conseil d'administration** ») vous informe par la présente de certains changements concernant le Fonds et ses sous-fonds (les « **Sous-fonds** »).

1. Changement de dénomination de certains Sous-fonds

Avec effet immédiat, la dénomination des Sous-fonds ci-dessous sera modifiée comme suit :

Dénomination actuelle	Nouvelle dénomination
RobecoSAM Sustainable European Equities	Robeco Sustainable European Stars Equities
Robeco Global Stars Equities	Robeco Sustainable Global Stars Equities
Robeco Euro Sustainable Credits	RobecoSAM Euro SDG Credits
Robeco Credits Income	RobecoSAM SDG Credit Income

Les changements de ces dénominations, qui ont pour objectif de mieux refléter la stratégie sous-jacente des Sous-fonds qui vise à tenir compte des critères ESG, n'auront pas d'impact sur leur gestion, leur allocation de portefeuille ou leur profil de risque.

2. Amendement de la description de la stratégie d'investissement du Sous-fonds Robeco Global Stars Equities (qui sera rebaptisé Robeco Sustainable Global Stars Equities)

La définition suivante du terme « durabilité » a été ajoutée à la description de la stratégie d'investissement du Sous-fonds :

« Par durabilité, on entend la volonté de parvenir à une réussite économique en prenant en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. La stratégie et la gouvernance d'entreprise, la transparence et les gammes de produits et de services d'une société seront prises en compte pour établir son évaluation. »

3. Sous-fonds RobecoSAM Sustainable European Equities (qui sera rebaptisé Robeco Sustainable European Stars Equities)

a) Clarification de la stratégie d'investissement

Afin d'anticiper le retrait potentiel du Royaume-Uni de l'Union européenne, le Royaume-Uni est désormais mentionné séparément des États membres de l'Union européenne dans la stratégie d'investissement du Sous-fonds.

Plus particulièrement, la description de la stratégie d'investissement du Sous-fonds a été amendée comme suit :

« Le Sous-fonds investira au moins les trois quarts du total de ses actifs dans des actions d'entreprises ayant leur siège social dans l'Union européenne, au Royaume-Uni ou dans certains pays de l'Espace économique européen (pour plus d'informations, veuillez consulter l'Annexe II « Restrictions d'investissement ») et faisant preuve d'un degré élevé de durabilité. Le Sous-fonds investira au moins les trois quarts de sa fortune totale dans des actions de sociétés opérant essentiellement dans des économies développées.

Par durabilité, on entend la volonté de parvenir à une réussite économique en prenant en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. La stratégie et la gouvernance d'entreprise, la transparence et les gammes de produits et de services d'une société seront prises en compte pour établir son évaluation. »

b) Restrictions d'investissement supplémentaires

Les dispositions suivantes ont été ajoutées à l'« Annexe II - Restrictions d'investissement » du Prospectus. Elles portent sur la période de droit acquis au titre du « *Plan d'Épargne en Actions* » auquel le Sous-fonds est éligible :

« Les émetteurs ayant leur siège social au Royaume-Uni faisaient et continueront de faire partie de l'univers d'investissement également après le retrait du Royaume-Uni de l'UE. Le « Plan d'Épargne en Actions » français dispose d'une période de droit acquis concernant les titres entrant dans la composition du sous-fonds avant le retrait du Royaume-Uni de l'UE. En d'autres termes, à tout moment après le retrait du Royaume-Uni de l'UE, le montant total investi dans des titres de participation ou rattaché à des titres de participation (tel que défini par l'Article L-221-31 du Code monétaire et financier français, Paragraphe I-1, alinéas a, b et c) d'émetteurs ayant leur siège social dans un État membre de :

- *l'UE, ou de*
 - *l'Espace économique européen, sous réserve que le pays concerné soit signataire d'une convention bilatérale de coopération en matière de fiscalité avec la France comprenant une clause d'assistance administrative relative à la lutte contre la fraude ou l'évasion fiscale ;*
- pourrait être inférieur à 75 %. »*

4. Relèvement de la limite d'investissement dans les actions chinoises pour certains Sous-fonds

La limite d'investissement dans les actions chinoises de classe A et les actions chinoises de classe B sera relevée de 10 % à 20 % ou à 30 % des actifs nets des Sous-fonds figurant dans l'Annexe 1 jointe à la présente lettre.

5. Commission de vente des Parts

La commission de vente maximale qui sera appliquée par les chargés de clientèle sera de 3 % pour l'ensemble des Sous-fonds (au lieu de 5 % pour les Sous-fonds investis en actions, de 3 % pour les Sous-fonds investis en obligations et de 4 % pour les autres Sous-fonds) sous réserve des mêmes exceptions que celles indiquées dans le Prospectus.

La disposition suivante a été ajoutée à la section 2.3 du Prospectus :

« Pour l'ensemble des Parts, y compris les Parts préférentielles et institutionnelles, des frais supplémentaires pour tout ordre individuel ainsi que pour des services supplémentaires seront facturés à l'Investisseur par le chargé de clientèle, les banques, les courtiers ou les distributeurs. La Société ne limite en aucune manière les paiements directs des Investisseurs à l'attention des chargés de clientèle, des banques, des courtiers ou des distributeurs. »

6. Annulation des demandes de souscription

Le Conseil d'administration a décidé de clarifier les circonstances dans lesquelles le Fonds peut annuler les demandes de souscription afin de protéger les intérêts des Actionnaires en raison de l'investissement préalable des montants de souscription qui restent impayés.

Plus particulièrement, si ce règlement n'a pas été réalisé durant la période stipulée dans le Prospectus, le Fonds avait auparavant le droit d'« annuler la demande » et de « déposer plainte contre l'Investisseur défaillant pour obtenir une compensation contre toute perte résultant directement ou indirectement du manquement de l'Investisseur à procéder à ce règlement à la date exigible. »

Par voie de conséquence, les sous-paragraphes concernés de la section 2.3 du Prospectus seront amendés comme suit :

« La Société se réserve le droit de rejeter et/ou d'annuler à tout moment toute demande de souscription à son entière discrétion.

L'allocation des Actions est conditionnelle à la réception des montants de souscription.

Si, dans le pays où les Actions sont vendues, des droits d'émission ou de vente sont perçus par l'administration fiscale compétente, leur prix de souscription sera augmenté du montant correspondant.

L'allocation des Actions est conditionnelle à la réception des montants de souscription. L'offre d'actions par l'intermédiaire du présent Prospectus est plus particulièrement soumise à l'acceptation des conditions suivantes : si la Société n'a pas reçu (ou peut s'attendre raisonnablement à ne pas recevoir) les montants de souscription durant la période indiquée ci-après, la Société, agissant à son entière discrétion, peut décider (A) de lancer des poursuites judiciaires à l'encontre de l'Investisseur afin d'obtenir une ordonnance portant injonction de payer les montants de souscription impayés, ou (B) de recourir à son droit d'annulation de la demande de souscription, auquel cas l'Investisseur ne jouira d'aucun droit en relation aux Actions, ou (C) de déposer une demande de rachat au nom de l'Investisseur portant sur le même nombre d'Actions et de recevoir les produits du rachat y afférents, de compenser ces produits avec les montants de souscription qui restent exigibles et à payer, et de réclamer tout solde négatif ou de régler tout solde positif à l'Investisseur concerné. Dans tous les cas, l'Investisseur défaillant sera

responsable à l'égard de la Société des coûts de financement des montants de souscription impayés (le cas échéant). »

7. Modification terminologique

L'ensemble des références au « Conseiller en investissement » et au « Gestionnaire d'investissement » ont été remplacées par les références au « Gérant de portefeuille » et l'ensemble des références au « Sous-conseiller en investissement » ont été remplacées par les références au « Sous-gérant de portefeuille ». Ces changements n'auront pas d'incidence concrète sur la gestion du Fonds et de ses Sous-fonds.

Sauf indication contraire ci-dessus, ces modifications entreront en vigueur à compter du 1 juillet 2019.

Les changements susmentionnés ne devraient pas donner lieu à une quelconque modification des commissions et frais actuels qui sont payables au ou à la charge du Fonds ou de ses actionnaires.

Il est rappelé aux actionnaires que, comme le prévoit le Prospectus, le Fonds ne facture aucune commission de rachat et que les actionnaires qui n'acceptent pas les changements présentés ci-dessus peuvent revendre leurs Actions sans frais.

Tous les termes définis dans la présente lettre auront le même sens que celui qui leur est donné dans le Prospectus, sauf indication contraire.

Les nouveaux textes concernant les politiques d'investissement et les autres modifications, qui seront repris dans le Prospectus mis à jour, ainsi que de plus amples détails, les rapports annuels, le prospectus révisé (disponible à partir du mois de juillet 2019), tout Document d'informations clés pour l'investisseur (dans la langue néerlandaise et française) et les derniers rapports périodiques sont disponibles gratuitement au siège de la Société et auprès du service financier en Belgium CACEIS Belgium N.V., Havenlaan 86C Bus 320, B-1000 Bruxelles et sur internet (www.robeco.be). La Valeur Nette d'Inventaire est publiée sur le site Internet de la BEAMA (www.beama.be/niw).

Nous vous prions d'agréer nos respectueuses salutations.
Le Conseil d'administration de Robeco Capital Growth Funds

Annexe I

Liste des Sous-fonds dont la limite d'investissement dans les actions chinoises a été relevée

Relèvement de la limite d'investissement dans les actions chinoises de classe A et de classe B de moins de 10 % à moins de 30 % :

Robeco Emerging Stars Equities
Robeco Emerging Markets Smaller Companies Equities
Robeco Asian Stars Equities
Robeco New World Financial Equities
Robeco Global Growth Trends Equities
Robeco QI Emerging Markets Active Equities
Robeco QI Emerging Conservative Equities

Relèvement de la limite d'investissement dans les actions chinoises de classe A et de classe B de moins de 10 % à moins de 20 % :

Robeco Asia-Pacific Equities
Robeco Emerging Markets Equities
Robeco Global Consumer Trends Equities